

Par
CÉLIAN MACÉ
Envoyé spécial à Cayenne (Guyane)
Photo **MIRTHO LINGUET**

Au moment de boucler son récit, Sanaa renverse la petite casserole de café. Le dense liquide noir dessine une flaque sur la toile cirée. Mais elle continue de parler sans perdre le temps d'éponger, comme pour en finir au plus vite avec l'histoire de sa vie d'avant. Celle-ci se déroule en Syrie, son pays. «*Il n'y a que la peur là-bas. Quand j'y repense, je ne ressens que de la peur*», dit-elle. Sanaa a trouvé une porte dérobée pour s'échapper et rejoindre la France. Un détour de près de 20 000 kilomètres via l'Amérique du Sud : là, elle a traversé la jungle pour atteindre la Guyane où elle a demandé l'asile. Le 4 février, elle a obtenu un titre de bénéficiaire de la «protection subsidiaire» pour quatre ans. Elle a encore du mal à prononcer en français ce vilain mot administratif, mais elle sourit en essayant. La Syrienne de 44 ans est originaire de Soueïda, dans l'extrême sud du pays, le fief de la communauté druze. Enfant de la classe moyenne, elle a travaillé treize années à Damas dans une garderie avant de se marier et de s'installer dans la petite ville de Salkhad, près de la frontière jordanienne. Son mari est employé d'une agence immobilière. Ils ont deux fils. «*Mon époux était contre le régime, il parlait beaucoup, partout. Avec la révolution, des groupes armés ont pris le pouvoir à Salkhad, ils refusaient de rejoindre la guerre du régime. Mais mon mari était contre eux aussi, car ils imposaient leurs lois par la terreur*, raconte-t-elle. *Il est sorti du bureau un soir à moto et il a été percuté par une camionnette. Il est mort à l'hôpital. On m'a appelée pour m'interdire de parler à la police. J'ai reçu des menaces de mort.*»

Une route «facile et discrète»

C'était le 26 juillet 2016. A cette date, son «*enfer personnel*», comme elle dit, s'est superposé à l'enfer collectif de la guerre civile syrienne. «*La famille de mon mari a voulu prendre l'argent qu'il avait mis de côté. Ils ont voulu récupérer les enfants*», Sanaa étouffe, se sent surveillée, harcelée. Au hasard, elle commence à chercher un moyen de s'enfuir sur Internet, seul espace où elle peut encore errer librement. Mais depuis l'exode des Syriens de l'été 2015, l'Europe s'est barricadée avec l'appui de la Turquie. Les images de naufrages en Méditerranée et les récits de torture en Libye la dissuadent de prendre la mer sur un canot pneumatique, comme tant d'autres. «*Je suis tombée sur une page Facebook de Syriens de Guyane. Evidemment, je ne savais même pas où était la Guyane. Je les ai bombardés de questions.*» La route de Guyane est «*facile et discrète*», mais surtout «*beaucoup plus sûre que la Libye ou la Grèce*». Elle s'accroche à l'idée de rejoindre cette région française d'outre-mer qui devient son obsession. Mais il lui faut d'abord sortir de Syrie. «*J'ai payé 4 000 dollars en tout au tribunal pour acheter des papiers qui nous permettaient de passer la frontière libanaise.*» Sanaa n'a prévenu personne de son projet. Seuls ses deux fils sont dans la confiance. Secrètement, elle a vendu ses bijoux et récupéré les économies de son mari. Elle dispose



Sanaa et ses fils, à Cayenne le 13 juillet.

vraiment en France?» se demande-t-elle en débarquant dans la commune assoupie, faite pour moitié de bicoques en bois. Quelques heures de taxi plus tard, la voilà à Cayenne, le 12 octobre, un mois tout juste après son départ de Syrie. Il lui reste 80 euros en poche, de quoi payer deux nuits d'hôtel. La Croix-Rouge, qui veille sur les migrants à la rue, prendra le relais et l'accompagnera dans ses démarches de demande d'asile. Une femme avec enfants est prioritaire.

«Le bon choix»

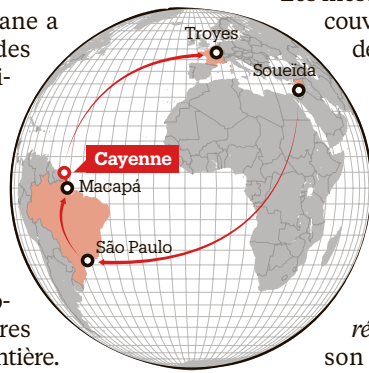
Les premières arrivées de Syriens en Guyane ont été recensées en 2015. «*En 2016, un premier réseau de passeurs a été démantelé*, se souvient Mathieu Tétrel, de la Cimade, association de soutien aux migrants. *Ça a repris fortement en 2019.*» L'an dernier, 191 ressortissants syriens ont déposé une demande d'asile en Guyane, soit 8 % du total des dossiers examinés par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Les délais de traitement sont courts (38 jours, contre 161 en moyenne en France), à cause d'une procédure accélérée expérimentée en Guyane qui réduit les délais légaux, y compris pour introduire un recours. Le système d'accueil, en revanche, est rapidement débordé. Et pour cause : il n'existe pas de centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada) en Guyane. L'an dernier, l'afflux des Syriens est soudainement devenu visible car des dizaines d'entre eux, sans solution d'hébergement, ont monté un campement de tentes à la pointe des Amandiers, l'un des plus beaux endroits de Cayenne, face à la plage. Un collectif citoyen improvise des distributions de repas. Les familles sont mises à l'abri par la Croix-Rouge mais pour les hommes seuls, il faudra attendre la crise du Covid pour que la préfecture fasse ouvrir un gymnase.

«*Aujourd'hui, la frontière avec le Brésil est officiellement fermée à cause du coronavirus, mais il y a toujours des passages clandestins*, explique Samantha Barbosa, enseignante et membre du collectif. *Surtout, on sait qu'il y a des familles qui attendent la réouverture, bloquées à São Paulo, Amapá ou Oiapoque.*»

Les mesures de confinement et de couvre-feu – en vigueur depuis des mois et assouplies seulement depuis lundi – ont entièrement paralysé l'administration et les procédures de demandes d'asile. Le système risque l'engorgement à l'instant où il va redémarrer.

Depuis qu'elle s'est «*rassurée*» en Guyane, elle a rappelé son père. «*Tu as fait le bon choix*», lui a-t-il dit. «*Je l'ai su quand*

la Croix-Rouge m'a trouvé cette maison et que j'ai pu cuisiner pour la première fois, raconte-t-elle. *Je me suis dit : tout s'arrange, j'ai de la chance, je ne reviendrai plus en arrière.*» Dès la reprise des vols réguliers vers la métropole, Sanaa est montée dans un avion. Elle est arrivée mardi à Paris et a immédiatement gagné Troyes, où un couple d'amis comédiens syriens lui a promis de l'aide. Elle voulait y arriver avant la rentrée pour inscrire les garçons à l'école. Pari presque gagné. ♦



DE LA SYRIE À LA GUYANE Pour Sanaa, la France par la porte dérobée

PROFIL

Chassés par la guerre civile, une Syrienne et ses deux fils entamaient il y a un an un long périple vers l'Hexagone pour y trouver asile. Après un voyage périlleux via le Liban et le Brésil jusqu'à Cayenne, ils ont réussi à atteindre la métropole mardi.

L'impossible retour au pays des réfugiés syriens

Si les trois quarts des exilés syriens veulent rentrer dans leur pays, selon une étude, la plupart considèrent que les conditions d'un retour sûr ne sont pas remplies.

Ils ne sont chez eux nulle part. Ni à Berlin, où les responsables conservateurs les accusent d'être des criminels, ni à Ankara, où Erdogan s'en sert comme un instrument de chantage. Encore moins à Beyrouth, où on leur reproche de menacer l'équilibre communautaire. Impossible pourtant de rentrer chez eux en Syrie où ils craignent pour leur vie. L'Association syrienne pour la dignité des citoyens (ASDC) a publié un rapport en juillet sur les conditions minimales d'un retour en Syrie pour les personnes qui en sont parties. Le document se fonde sur les témoignages de 1 100 individus – réfugiés au Proche Orient et en Europe ou déplacés internes – contraints de quitter leur foyer entre 2011 et 2019. Si les trois quarts ont déclaré qu'ils souhaitaient rentrer chez eux à terme, l'écrasante majorité, indépendamment de leur situation géographique actuelle et de leur appartenance politique, considère que les conditions d'un retour sûr et durable ne sont pas réunies à ce jour. «*Je ne rentrerai pas tant que le régime d'Assad est au pouvoir et qu'il n'y a pas d'Etat démocratique*», dit Abed (1), 28 ans. Originaire de Damas, il a fui la guerre en 2013 après avoir obtenu une bourse pour étudier aux Etats-Unis. Il n'a jamais revu sa famille depuis ce jour.

Interrogatoire. Après neuf ans de guerre, qui ont coûté la vie à 380 000 personnes, la progression du régime d'Assad et de ses alliés dans la reconquête des territoires est indéniable. Et l'impact potentiel d'une présence prolongée des Syriens inquiète leurs pays hôtes, en particulier le Liban, la Turquie et la Jordanie qui accueillent, à eux trois, plus de 5 millions

de Syriens exilés. Plus de 50 % de la population syrienne d'avant-guerre a été contrainte de fuir depuis 2011. Les individus interrogés devaient choisir cinq conditions préalables à leur retour. Pour les trois quarts d'entre eux, la première priorité concerne les actions de l'appareil sécuritaire du régime et la nécessité de le démanteler. «*Je crains surtout d'être enrôlé de force par l'armée ou d'être kidnappé par les chabihis* [agents officiels au service d'Assad, ndr]», explique Abed. Selon Amnesty International, les «*civils qui rentrent en Syrie doivent se soumettre à une vérification de sécurité qui comprend notamment un interrogatoire par les forces de sécurité syriennes, responsables de violations des droits humains généralisées et systématiques*». La deuxième condition d'un retour est d'ordre politique : 67 % des répondants ont identifié le départ du régime syrien et de ses figures clés

comme l'une de leurs priorités. Mais Al-Assad continue de s'accrocher au pouvoir.

Volontaire. «*Nous ne voyons pas de solution politique au conflit*», avait déclaré fin juin Filippo Grandi, Haut Commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Les participants souhaitent également la fin des combats et l'arrêt des bombardements. «*Il y a plus de régions qui sont devenues plus stables, mais il y a encore des zones en conflit*», avait encore mis en garde Filippo Grandi, avant d'ajouter que «*les retours de réfugiés doivent se faire de manière volontaire*». De nombreuses ONG mettent toutefois en doute le caractère bénévole de ces retours et dénoncent des mesures visant à resserrer l'étau autour des réfugiés. Bachar al-Assad, lui, ne semble pas impatient de voir ses exilés rentrer : «*La Syrie est à présent plus homogène*», avait-il lâché en 2017.

LÉA MASSEGUIN

(1) Le prénom a été modifié.

Demain
matin,
le monde
aura
changé.

franceculture.fr / @Franceculture

LES
MATINS
DU SAMEDI

7H00 - 9H00

Caroline
Broué

Avec la
chronique de
Jacky Durand
"Les
mitonnages"

En
partenariat
avec
Libération

france
culture
L'esprit
d'ouverture.